



Zoom sur

Infos

Du 14-12-2015 au 20-12-2015

Presse francophone

sources

infos



17-12-2015

Tunisie - Affaire Marwen: "Certes plus clémente, mais ça reste une condamnation", affirme son avocate Fadoua Braham

Marwen, le jeune homme condamné en première instance à un an de prison ferme pour "pratiques homosexuelles", a été condamné à deux mois de prison ferme et 300 dinars d'amende en appel, selon avocate Fadoua Braham, contactée par *HuffPost Tunisie*.

Ayant déjà purgé cette peine en passant les deux mois en prison à attendre le procès en appel, il est désormais libre.

"Certes cette peine est plus clémente, mais ça reste une condamnation, c'est pour cela qu' on compte pourvoir en cassation", a ajouté Fadoua Braham.

"Je suis content pour sa libération , mais on est encore loin. Le mal est déjà fait!", a déclaré au *HuffPost Tunisie* Hedi Salhy, vice président de l'association "Shams" pour la dépénalisation de l'homosexualité, contraint à quitter le pays après avoir reçu des menaces de mort.

"Aujourd'hui, les médias relatent l'affaire d'un jeune homme de 24 ans assassiné par son frère à la ville de Fahes (Gouvernorat de Zaghuan) parce qu'il est homosexuel, ceci dénote du degré de la violence à l'égard des homosexuels et ce, dans l'indifférence totale des pouvoirs publics. Pire encore, des politiciens et des médias nourrissent cette haine", a renchéri Hedi Salhi.

Lors de la deuxième audience de son procès en appel, le jeune homme a demandé un non-lieu au tribunal de Sousse , selon son avocate Fadoua Braham.

"Il a dit au juge qu'il allait être diplômé cette année, qu'il allait chercher du travail et que ce serait très difficile avec un casier judiciaire", a-t-elle ajouté.

Interpellé en septembre pour être interrogé dans le cadre d'une affaire d'homicide, le jeune homme avait nié toute implication dans le meurtre mais a reconnu avoir eu des relations sexuelles avec la victime. La police avait alors, selon son avocate, rédigé un autre procès-verbal et l'avait obligé à se soumettre à un examen anal.

L'étudiant avait ensuite été condamné à un an de prison pour homosexualité lors du procès en première instance par le tribunal de Sousse sur la base de l'article 230 du code pénal qui criminalise l'homosexualité. Il a fait appel et a été remis en liberté provisoire début novembre en échange du paiement d'une caution de 500 dinars.

Cette affaire a entraîné une levée de boucliers. Plusieurs associations de défense des droits humains ont condamné le test anal, une pratique "cruelle", "inhumaine" et "dégradante", contraire aux lois internationales et pouvant être assimilée à un acte de "torture".

Comme Marwen, six autres étudiants ont été condamnés le 10 décembre par un tribunal à Kairouan à trois ans de prison ferme et cinq ans d'interdiction de séjour dans cette ville.

Ils ont été également sommés de subir un test anal, censé prouver leur culpabilité, selon leur avocate Boutheina Karkani dans une déclaration accordée au *HuffPost Tunisie*.

L'association "Shams" pour la dépénalisation de l'homosexualité a notamment réclamé la libération "immédiate" de toutes les personnes "détenues pour leur homosexualité" et lancé une campagne sur internet contre les "tests de la honte", jugeant "scandaleux" le recours à un examen anal.

L'association Mawjoudin a lancé une campagne de sensibilisation sur la nécessité d'abroger l'article 230 du code pénal à travers une série de photos où des artistes, des intellectuels, des blogueurs tels que Selma Baccar, Anissa Daoud, Khamaies Khayatia, Raouf Ben Amor, etc. brandissent un pancarte où il est écrit: "L'article 230, jusqu'à quand?".

Adoptée en janvier 2014, la Constitution consacre la protection de la "dignité de la personne et son intégrité physique", interdisant toute forme de torture physique ou morale (article 23), ainsi que la protection de la vie privée, "l'inviolabilité du domicile et la confidentialité des correspondances, des communications et des données personnelles" (article 24).



14-12-2015

Habib Essid : Les droits de l'Homme n'ont aucun sens sans la sécurité

Intervenant en marge des travaux de la commission nationale de coordination et de préparation des rapports et de suivi des recommandations dans le domaine des droits de l'Homme, Habib Essid a affirmé que « *les droits de l'Homme n'ont aucun sens sans la sécurité* ».

Dans une déclaration donnée à Shems Fm, ce matin du lundi 14 décembre 2015, le chef du gouvernement a précisé qu'en Tunisie, la lutte antiterroriste se fait « *dans le respect des lois et de la Constitution* ».

« *En Tunisie, nous avons des engagements nationaux et internationaux en matière de respect des droits de l'Homme mais il faut que les citoyens et l'opinion publique soient compréhensifs vis-à-vis de certaines opérations que nous menons [...] Les droits de l'Homme n'ont aucun sens sans la sécurité [...] Notre but est de garantir la sécurité et de lutter contre les terroristes qui menacent le mode de vie tunisien* », a-t-il dit.

Habib Essid précise, dans le même ordre d'idées, que 28 condamnations ont été prononcées dans des affaires de crimes terroristes, dont des peines de morts. « *Le tout dans le respect des droits de l'Homme* », insiste-t-il.



17-12-2015

Islam - Tunisie - Youssef Seddik : "L'histoire du califat a toujours été laïque"

INTERVIEW. Ce spécialiste reconnu de l'islam met en garde contre l'islamisation de l'espace public et l'absence de confrontation entre les textes sacrés et les sciences.

Il est l'un des rares intellectuels tunisiens à ne pas avoir failli avec la dictature, refusant la binteloterie que Ben Ali aimait à accrocher autour des cous des cohortes de ses thuriféraires. Youssef Seddik, né en 1943 dans le sud de la Tunisie, à Tozeur, est l'un des seuls à publier, s'exposer, proposer. En 2010, il publie en France *Nous n'avons jamais lu le Coran*, ouvrage érudit au titre provocateur. Une onzième réédition de l'essai est en cours. Seddik a également consacré une bande dessinée au Coran. Interdite dans tous les pays du monde arabe, Tunisie comprise, elle s'est écoulée à 70 000 exemplaires en France. Professeur, journaliste, essayiste, Seddik vante les vertus des dialogues contradictoires. Et s'alarme de l'islam pratiqué dans une majorité de mosquées. Entretien.

Le Point Afrique : Dès 2011, vous parliez de contre-révolution. Et vous tiriez la sonnette d'alarme quant à la montée du fait religieux. Qu'en est-il fin 2015 ?

Youssef Seddik : Ce qui est très grave, c'est la conversion de toute la Tunisie, très vite, en un espace religieux. L'espace public n'existe plus. Vous trouvez à toute heure de la journée des gens avec un tapis de prière qui veulent montrer qu'ils répondent à l'appel de Dieu. On programme dans tous les quartiers le sermon du vendredi, ce qui est contraire à l'islam. Qui a dit qu'on doit être là, écouter silencieusement et religieusement le sermonneur. C'est un événement très particulier. Si vous dites ne serait-ce que « chut », vous avez déjà annulé votre prière de vendredi. Diffuser à des kilomètres à la ronde, à l'aide de mégaphones, c'est, primo, contraire à la pratique et aux consignes de religion ; secundo, c'est une manière d'usurper et de confisquer l'espace public. Je ne parle pas en référence à la laïcité européenne, loi 1905... Je parle en référence à l'islam que j'ai vécu. Qui m'a élevé. Mon père était un homme extrêmement pieux. Cet homme-là a eu trois filles aînées. Elles sont mortes à un âge avancé. Aucune n'a porté le voile. Ses enfants, ils sont athées, philosophes, croyants. Et mon père discutait avec tous. C'était ça, l'islam. Les villes, les campagnes, tous avaient un islam que je qualifie de vertical. Le singulier qui s'adresse au transcendant. Pour le reste, horizontalement, on rigolait avec le juif, le chrétien... Cet islam a permis de pacifier la Tunisie, a permis à Bourguiba l'émancipation de la femme. Personne n'ose y toucher, même les islamistes triomphants d'aujourd'hui. Ils voulaient y

toucher, on l'a vu dans la première version de la Constitution où ils souhaitaient introduire « la complémentarité de la femme par rapport à l'homme », mais ils savent très bien qu'il y a une population de femmes, même celles des campagnes, qui est convaincue de la pertinence de cette réforme. Alors ils ont reculé.

La Tunisie devient-elle de plus en plus religieuse ?

C'est artificiel. C'est le fait d'un chantage au divin. On parle de moins en moins de l'ici-bas. Les Tunisiens normaux ne se rappellent pas qu'un imam égyptien est venu à la télé il y a sept mois montrer un linceul en disant : « Voilà l'idéal ! » L'imam de la Zitouna, la plus grande mosquée de Tunis, à cause d'une exposition artistique qui ne lui a pas plu, a décrété la mort du peintre. Celui-ci avait écrit « Très Haut soit-Il » avec des fourmis. Comme si les fourmis étaient souillées. Je crois qu'une fourmi est bien plus propre qu'un imam d'aujourd'hui. Le palais Abdellia a été assailli par des intégristes. Les gens oublient cela. Ils composent avec un parti qui ne croit pas à la nation. Ennahdha croit, ce qui est contraire à l'islam, que la planète doit être islamisée. Toute la stratégie est que le temps travaille pour eux. Trois cents ans, quatre cents ans, ils s'en foutent. Daech pour sa part travaille dans l'urgence en égorgeant un petit berger. Ennahdah veut faire en sorte que tout l'espace public lui soit acquis, ce qui lui permettra d'agir. La Roumanie, la France... sont des candidats à sa volonté de tout islamiser. Le patron du Parti islamiste tunisien, l'homme fort du pays depuis la déconfiture de Nidaa Tounes, a donné des interviews extrêmement rassurantes. « Qu'est-ce que vous pensez du string ? Pas de problème. » On lui a parlé de l'homosexualité, il a répondu : « Chacun est libre dans l'espace privé. » C'est ce que les journaux ont retenu. Mais le jour où un imam à Sfax a été limogé par l'autorité à laquelle Ennahdha participe en tant que parti politique, ç'a été un tollé ! Il a envoyé son second, Abdelfattah Mourou, pour le défendre. Alors que ledit second n'a pas le droit d'exercer son métier d'avocat puisqu'il est vice-président de l'Assemblée du peuple. En disant : « Non, ces imams-là doivent rester, le gouvernement actuel est en train de perturber le droit à la conscience. »

Que font les imams de Tunisie ?

Ces cinq mille imams nappent toute la Tunisie. Avec le seul discours du vendredi,

ils sont en train de faire d'énormes ravages. Qu'est-ce que c'est le terrorisme ? Qu'il soit mental, de rue, ou de tuerie immédiate ? Le terrorisme est un raccourci. Quand on va d'un point « Dieu est tout » pour se dire « Je suis son représentant et je fais ce que j'imagine qu'il aurait fait s'il était à ma place au Bataclan, au Bardo, à Sousse »... Voilà l'énorme raccourci qui résume le terrorisme. Et nous, en Tunisie, nous sommes en train de préparer, peut-être est-ce déjà fait, cette emprise totale sur l'espace public, donc sur l'esprit surtout des jeunes. On a construit autant de mosquées depuis la conquête islamique jusqu'à 1956, date de l'indépendance, que de 1956 à maintenant. Les douze siècles islamiques de Tunisie étaient-ils moins pieux ? J'habitais un quartier où il y avait quatre mosquées à 150 mètres l'une de l'autre. Au matin, lors de l'appel à la prière, il y'avait une cacophonie indigne de n'importe quelle idéologie, indigne d'une grande religion qu'est l'islam. L'appel à la prière était un art, enseigné dans les conservatoires de musique. La gamme, la manière de le dire, etc. Maintenant, n'importe qui peut prétendre appeler à la prière. Et n'importe qui peut être un imam. Figurez-vous que le chef de cabinet du ministre des Affaires religieuses a dit innocemment :

« Malheureusement, nous n'avons pas des imams bien formés. » 70 % des imams de la Tunisie sont au-dessous du niveau requis. Il faut un moratoire, car le vendredi n'est pas une prescription obligatoire dans l'islam. Elle l'est uniquement, selon le texte du Coran, quand vous avez une activité pécuniaire. Laissez là quelques heures pour vous acquitter du sermon du vendredi. Le sermon, avec ces gens-là, est en train de produire des poules comme dans un poulailler, des jeunes égarés ou candidats à l'exportation vers des zones de guerre ou des meurtriers.

Quand a commencé ce dévoiement du sermon du vendredi ?

À partir de l'euphorie du 14 janvier 2011. Je déteste les peuples qui n'ont pas de mémoire. Ce sont des peuples destinés à la perdition. Dès que les premières élections ont eu lieu avec le phagocytage de la troïka par Ennahdha, le Premier ministre nommé (Hamadi Jebali) dit le jour même de sa nomination : « Voici un instant divin et ça sera le sixième califat. » C'est sa première phrase, lors d'un discours tenu à Sousse. À partir de là, il y a eu un engouement énorme pour une Tunisie totalitaire au sens islamique du terme.

Ce ne serait pas de la tartufferie, cet engouement ?

Bien sûr. Ce n'est que de la tartufferie. Ces gens-là sont comme nous, ils ont des magasins, des sociétés de taxis à Londres, des pizzerias à Paris, et ils vivent mille fois mieux que n'importe quel Tunisien moyen. Ils sont devenus riches. L'un deux, le ministre de l'Enseignement supérieur, aujourd'hui décédé, a constitué une commission pour percevoir les arriérés de ses années de prison. La gauche qui a été torturée et emprisonnée sous Bourguiba et Ben Ali a refusé les réparations pécuniaires. Ennahdha, oui. À partir de là, même si j'étais l'homme le plus pieux du monde islamique, je ne peux pas croire que ces gens-là sont sincères. Ils ont pris au mot le caractère libéral, économiquement parlant, de l'islam et qui donne libre cours à une cupidité.

Il est difficile de comprendre comment Nidaa Tounes qui a fait campagne contre les islamistes s'est allié avec eux sitôt sa victoire digérée...

J'ai été voir Béji Caïd Essebsi il y a une semaine. Je lui ai posé la question : « Une alliance a toujours une contrepartie. » Je lui ai parlé des imams qui ont investi l'espace public. Nidaa Tounes se dit bourguibiste, Essebsi se dit laïque dans ses écrits, alors quelle est la contrepartie de cette alliance ? Il m'a répondu : « Je ne pouvais pas faire autrement. » Je n'ai pas compris. Lui qui se targuait d'avoir un million de femmes qui ont voté pour lui... Il faut un moratoire pour ces 70 % d'imams qui ne sont pas au niveau.

Qui peut stopper ce mouvement de fonds dans les mosquées que vous dénoncez ?

Les progressistes et les antireligieux payent cette concession faite à Rached Ghannouchi d'avoir supprimé la limite d'âge aux élections. Essebsi a 89 ans. Il va faire son mandat pendant cinq ans. Il sait que je suis toujours critique, ce que je vous dis, je le lui ai dit en privé. Il a perdu ce qu'il voulait faire de la Tunisie pendant les cinq années de sa présidence. Il aurait pu obtenir une contrepartie de la part d'Ennahdha. Je lui ai dit : « Si la mosquée est le lieu d'un discours obligatoirement à sens unique, où sont les lieux avec une réciprocité de points de vue ? » Même sous Bourguiba, il y avait des maisons de la culture où l'on pouvait

discuter d'un film, d'un livre... Maintenant, c'est terminé !

Le débat sur l'islam est-il confisqué ?

Nous avons vécu quatorze siècles dans une tromperie de l'histoire de l'islam, dans les rapports de cet homme, Mohamed, car c'est un homme : ce qu'Ennahdha et ses partisans refusent. Quelle est sa dimension humaine, quelles ont été ses erreurs, comment il a aimé ses femmes, comment il rigolait... Ce débat nous a été soustrait pendant pratiquement toute l'histoire de l'islam. Il faut qu'on remonte la pente. Ce n'est pas très grave. Au XIIIe siècle, on est passé de la scolastique avec saint Thomas à une pensée libre avec Érasme, Pétrarque, une pensée qui préparait l'esprit pluriel, l'esprit libre du XVIIIe siècle. Cette marche-là a duré trois siècles, de la Renaissance aux Lumières. Si on ne commence pas maintenant, on restera au Moyen Âge, au sens le plus obscur. Je n'oublie pas qu'il y a des choses géniales à retenir de cette époque de l'histoire.

N'est-on pas dans le déni de la réalité en Tunisie ?

On est dans le déni d'une histoire de l'islam faite par des despotes au sens défini par Montesquieu. Quand on dit qu'il faut que le califat revienne, il faut expliquer qu'il n'y a jamais eu de califes religieux. Tous les califes dans toute l'histoire de l'islam étaient des despotes. Et se foutaient superbement des juristes, des oulémas. Ils les mettaient en prison, ils les torturaient, les brûlaient... Un calife qui a un problème avec un penseur, il appelle le papetier, le menace. Ne fournis pas en papier cet homme-là ! L'histoire du califat a toujours été laïque, jamais religieuse ! Il n'a jamais été en bon ménage avec les hommes de la religion. Cela, il faut le dire à nos enfants. Vous avez le droit d'aimer Dieu, la spiritualité, mais, au niveau de l'histoire, ne vous laissez pas abuser par des faussetés historiques. L'archéologie, les sciences humaines disent l'histoire. Cela n'a jamais été fait dans le monde arabe ni en Europe qui, depuis la deuxième génération d'immigrés, ne leur a jamais dit : « Vous avez une histoire » avec l'arbitrage de la linguistique, des sciences... Pourquoi Jacques Derrida pose-t-il le problème du christianisme et fait un livre, donne une conférence sur ce qui est lumineux, ce qui ne l'est pas, ce qui a été escamoté par l'Histoire. Pourquoi on ne le fait pas avec l'islam ? En faire une religion comme les autres. De facto, elle est une religion comme les autres en

Europe. Étudions les Cervantes arabes, les Érasme arabes !

Qu'est-ce qui bloque en France ?

Une volonté politique. Il faut changer complètement la façon de dire l'islam, et ça doit être aussi une obligation à titre individuel. Dire que c'est une religion, que cela a quelque chose de haut, qui donne une certaine élévation, qu'elle soit bouddhiste, païenne ou chrétienne. Quels sont les grumeaux historiques qui la rendent violente : l'orthodoxe qui va tuer un Palestinien à Jérusalem, le chrétien qui pose une bombe contre le film de Scorsese... En France, on trouve dans l'urgence quelqu'un qui va pacifier la mosquée de Marseille ou l'espace de prière de Lyon, on lui donne carte blanche. À mes yeux, ce sont les gens les plus nuisibles. Parce qu'ils n'ont pas de culture. La formation des imams doit passer par Descartes, Kant, en même temps que la matière première. On ne peut pas accepter un imam qui ne connaisse pas Mouchette, Dostoïevski ou Goethe. Il doit avoir une idée suffisante pour exprimer les valeurs universelles nécessaires à toutes activités. Il y a un tronc commun à ce que Goethe a dit, ce que Confucius a dit, ce que Mohamed a dit, ce que Jésus a dit. Ce tronc commun passe par plus que la culture : l'érudition.

Tunisie : 13 ONG montent au créneau contre les lourdes condamnations pour homosexualité



16-12-2015

Les protestations se poursuivent après les condamnations pour "pratiques homosexuelles" prononcées contre six étudiants de Kairouan jeudi 10 décembre. Treize ONG sont montées au créneau et ont à nouveau réclamé l'abrogation de l'article 230 du code pénal tunisien pénalisant l'homosexualité.

Arrêtés début décembre à la suite de « plaintes de voisins » selon leur avocate, ces six jeunes adultes ont été condamnés par un tribunal de Kairouan à trois ans de prison ferme chacun, soit la peine maximale prévue par la loi. Une peine assortie d'une interdiction de séjour de trois ans dans la ville. « Ces condamnations contredisent le droit international et sont contraires au droit à la vie privée et à la non-discrimination en vertu de la constitution » tunisienne de 2014,

écrivent les 13 ONG signataires.

Dénonciation de la pratique des tests anaux

« Alors que les Tunisiens célébraient le prix Nobel de la paix », remis le 10 décembre au Quartet ayant contribué au succès de la transition démocratique, un tribunal prononçait contre six étudiants des peines « dignes du Moyen-âge, avec une atteinte flagrante à leur vie privée et à leur intégrité corporelle », déplore Amna Guellali, de Human Rights Watch (HRW).

Les 13 ONG s'insurgent notamment du recours durant la procédure à des tests anaux, un traitement qu'elles jugent « cruel, inhumain et dégradant ». Le gouvernement doit « immédiatement » prendre des mesures pour mettre un terme à de tels examens visant à « déterminer le comportement sexuel des individus », plaident-elles.

Appels à abroger l'article 230

Quant au jugement d'interdiction de séjour prononcé par le tribunal de Kairouan, prévu par l'article 5 du code pénal, il n'avait jamais été prononcé « à ma connaissance, (...) même du temps (du régime) de Ben Ali », renchérit Mokhtar Trifi, de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

Dans ce contexte, les 13 ONG réitèrent « leur appel aux autorités tunisiennes à abroger l'article 230 » du code pénal, et critiquent la récente opposition du président Béji Caïd Essebsi durant un entretien à une télévision égyptienne. « Au lieu de défendre les lois répressives comme celle pénalisant l'homosexualité, le président (...) devrait diriger les efforts visant à réformer les lois en conflit » avec la Constitution, avance Ramy Salhi, directeur Maghreb du réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme (REMDH).

Le débat agite la société tunisienne. D'autant qu'un autre procès pour « homosexualité » est en cours contre un étudiant de la région de Sousse (centre-est). Condamné en septembre à un an de prison ferme, il a été remis en liberté dans l'attente du verdict de son procès en appel, prévu ce jeudi.

17-12-2015

Ahmed, jeune tunisien mis à la porte par sa famille parce qu'il est homosexuel (TÉMOIGNAGE)

"Vivre en étant homosexuel en Tunisie est une vie qu'on arrache... un parcours du combattant", confie Ahmed Ben Amor.

À 19 ans, il est devenu personne *non grata* au sein de sa famille, renié, mis à la porte par ses parents... sa "faute": Être homosexuel.

"Je suis devenu une honte pour ma famille alors que j'étais il y n'a pas si longtemps j'étais leur fierté", dit-il avec amertume. Ahmed fut un brillant élève. Son assiduité lui a permis d'intégrer le lycée pilote.

"J'étais l'enfant 'idéal', discipliné, toujours là pour aider. Dans la famille, on parlait de moi comme un exemple à suivre".

Ahmed a vécu une enfance "normale": "Je n'ai pas été violé, ni spécialement proche de ma mère ou du monde féminin contrairement aux clichés. J'ai senti dès l'adolescence une attirance pour les hommes. Personne ne l'a découvert, c'était mon jardin secret. J'ai essayé avec les filles mais c'était le blocage total, aucune envie, aucun plaisir. C'était contre ma nature profonde".

Une réalité parfaitement cachée des autres jusqu'au jour où tout bascule quand son cousin découvre par hasard des vidéos pornographiques entre homosexuels dans son ordinateur.

"C'était alors le déluge, la descente en enfer". Ahmed n'a pas nié son penchant pour les hommes. Une franchise qu'il a payée cher.

Harcelé par toute sa famille, on peste contre lui, on le désigne comme le "miboun" (insulte tunisienne proférée à l'encontre des homosexuels)... "J'ai assumé pourtant jusqu'au jour où la violence a pris un autre tournant, nettement plus dangereux." C'est le jour où son père armé d'une lame a failli le tuer. Une violence qui a entraîné son hospitalisation pendant des jours au service de réanimation.

"J'ai tout encaissé, j'ai essayé de les comprendre, de justifier, de m'attacher à ce repère familial mais à partir de ce jour-là, je me suis senti en danger... un danger de mort".

Ahmed a contacté un ami à lui qui a connu sur les réseaux sociaux: "C'est là que j'ai approfondi mes connaissances sur le sujet, j'ai su que je n'étais pas le seul à souffrir, on se reconfortait sans jamais se voir parfois. Il y avait des hommes de tout âge, appartenant à toutes classes sociales, des médecins, des avocats, etc. L'un d'eux est venu à mon secours et m'a hébergé".

Ahmed est revenu après quelques temps chez ses parents: "Mon père, dénué de toute compassion, continuait à me violenter, ma mère et ma sœur 'plus clémentes certes' m'ignoraient, personne ne se souciait de moi, on me parlait à peine", raconte Ahmed, ému.

Ahmed a décidé de fuir "cette prison". "J'ai travaillé l'été pour assurer mes dépenses au cours de l'année car mon père ne me donnait plus de l'argent".

Il fait dès lors des allers-retour entre Tunis, où il est hébergé chez un ami, et Monastir pour ses études.

"Je m'attachais à mes études parce que je savais que c'était mon salut, ma délivrance, que grâce à elles je ne dépendrais plus de personne".

Sauf qu'à la violence familiale s'ajoute la violence de la société. Ahmed, actif dans une association pour la défense des droits des homosexuels, a reçu des menaces de mort dans son lycée. Issu lui même de la région du Sahel, on le cherchait dans sa ville pour "punir ce renégat qui sème le vice, cet ennemi de l'Islam", comme l'accusait l'un de ses professeurs, selon lui.

Ahmed s'est sauvé. "J'ai tout perdu, ma famille, mes études. J'ai plus rien à perdre désormais, je crains plus rien, c'est au moins ça", ironise-t-il.

La famille de Ahmed ne prend pas de ses nouvelles depuis des mois: "Aucun coup de téléphone, on ne sait même pas comment je vis, si je suis mort. J'aurais même pu tomber dans la prostitution sans l'aide de mes amis".

Le calvaire d'Ahmed continue. Pour avoir pris la défense de deux jeunes filles harcelées par des inconnus où tout a dégénéré, il a été conduit au poste de la police, violenté par les policiers, il fut insulté tout au long de l'interrogatoire. Ses mésaventures se poursuivent même à l'hôpital où il est allé consulter suite à cet incident, "la psychologue ne me prenait pas au sérieux, aucune compassion. J'ai senti de sa part beaucoup de mépris".

"Nos droits de vivre en paix sont bafoués dans l'impunité, on vous tape dessus à la première occasion, sans pitié. Nous sommes traités comme des criminels. Vivre en étant homosexuel en Tunisie est un vie qu'on arrache, un combat de tous les jours, un parcours de combattant".



17-12-2015

M. Ghannouchi a-t-il promis d'abolir l'homophobie ?

Que pense donc M. Rached Ghannouchi du jugement honteux de Kairouan, une insulte à l'islam, aux droits humains et à la démocratie ?

Nous ne le savons pas encore; mais nous savons déjà qu'il avait déclaré aux médias occidentaux , lors d'un séjour hors de Tunisie, ne pas s'opposer à l'abolition de l'article 230 du Code pénal, attentatoire à l'intimité que protège l'islam.

Une déclaration contre l'homophobie

Certes il ne s'agissait pas d'abolition d'homophobie à proprement parler, mais cela y ouvrait la voie puisqu'on ne serait plus en mesure de poursuivre pénalement des rapports homosexuels intimes.

On sait d'ailleurs que cette courageuse prise de position a entraîné une levée de boucliers contre le chef islamiste de la part des franges les plus intégristes de son parti au point qu'il s'est senti obligé de préciser sa pensée en rentrant en Tunisie, soutenant que l'islam serait homophobe.

Or, c'est absolument faux et nous l'avons signalé [ici](#) ! Il ne s'agit que d'une opinion dérivant d'une fausse lecture de l'islam, œuvre d'interprétation contestable de juristes musulmans qui s'est imposée dans la jurisprudence sans aucune prescription expresse du Coran, contrairement aux règles du droit musulman, ni dire prophétique authentifié par les deux plus sûres recensions de

Boukhari et Mouslem.

Cela, M. Ghannouchi ne veut ni ne peut le dire, étant soumis à la forte pression de l'aile dure de son parti, tellement forte qu'elle l'a amené à renier son propos. Ainsi, lors de la polémique suscitée par l'ancien ministre de la justice, limogé depuis pour avoir préconisé l'abolition de l'article 230, base légale de l'homophobie, on a vu M. Ghannouchi déclarer publiquement être contre la légalisation des rapports homosexuels.

Une promesse ferme

Il semble qu'il y a eu mieux de la part du chef du parti Nahdha ! En effet, d'après des indiscretions d'outre-Atlantique, soumis à une forte pression de la part de certains de ses soutiens américains, M. Ghannouchi se serait engagé à tenir parole en votant un texte abrogeant l'article 230 si jamais il venait à être présenté à l'Assemblée des représentants du peuple.

Une telle promesse ferme aurait été faite pour satisfaire le lobby homosexuel américain qui se serait suffi d'une telle franche profession de foi, estimant qu'il restait aux militants de finir le travail selon cette habitude bien américaine de laisser faire les choses à leur rythme et selon les lois les régissant.

S'agissant de M. Ghannouchi, il se serait avancé autant sur un tel terrain si délicat du fait qu'il aurait estimé que personne n'oserait avoir le courage de proposer un texte de loi, le sujet étant assez tabou et le personnel politique tunisien assez timoré selon son jugement.

Et il paraît avoir eu raison, puisque malgré l'existence d'un projet de loi informel depuis mai 2015, que nous avons rappelé ici, aucune association n'a osé le reprendre pour le proposer et susciter le débat pour le moins.

Un projet consensuel

Se voulant consensuel et se présentant de telle nature qu'il puisse rallier la majorité requise pour être voté, ce projet n'a pas plu aux militants associatifs du fait qu'il mélangerait la religion à la politique, ce qui serait un sacrilège de leur point de vue.

En effet, une forte tendance laïciste marque la société civile pouvant donc aller, comme on vient de le voir, jusqu'à refuser un texte ayant vocation, non seulement de susciter un débat salutaire, mais aussi d'amener le parti islamiste à le voter selon la promesse indiquée de son chef.

Aujourd'hui, après le jugement moyenâgeux de Kairouan, il serait inadmissible que la société civile continue dans une telle stratégie néfaste qui va tout simplement dans le sens de M. Ghannouchi en le libérant de sa promesse. C'est à cela que reviendrait le refus de présenter un texte de loi créant le débat salubre dans la société et à l'Assemblée, en étant forcément repris par dix députés au moins, avec la perspective de voir le parti Nahdha obligé de le voter afin d'honorer l'engagement de son chef de file.

Malgré l'avanie du dernier jugement de Sousse, l'homophobie n'a jamais été aussi proche de l'abolition en Tunisie. De fins observateurs disent même que les juges de Kairouan n'ont été aussi sévères que parce qu'ils ont voulu adresser un message à M. Ghannouchi de ferme contestation de ses velléités abolitionnistes. Il reste donc à la société civile, qui s'apprête à créer un collectif pour la défense des libertés et des droits gravement menacés, de saisir l'importance de ce moment et de présenter au plus tôt un projet d'abolition de l'homophobie afin, d'une part, de détromper M. Ghannouchi sur son incapacité à oser proposer un projet de loi, et d'autre part et surtout de l'obliger à tenir sa parole.

Le texte dudit projet, pour avoir des chances d'entrer à l'Assemblée, se doit de reprendre sinon la lettre du moins l'esprit du texte consensuel existant qui, semble-t-il, n'aurait pas déplu à M. Ghannouchi, le jugeant potable techniquement. Il doit se référer certes aux droits et libertés garantis par la constitution, mais aussi et surtout à l'islam dans sa vocation de protéger la vie intime et garantir les libertés privées.

C'est bien l'heure de vérité pour la société civile ! Assurément, il dépendra de beaucoup de sa réaction pour que le requiem de l'homophobie en Tunisie soit enfin entonné.



17-12-2015

Tunisie: peine réduite en appel pour un étudiant condamné pour homosexualité

Un étudiant tunisien condamné en première instance à un an de prison pour homosexualité a vu sa peine réduite à deux mois jeudi à Sousse (centre-est), une période qu'il a déjà purgée, a annoncé à l'AFP son avocat.

La Cour d'appel a jugé Marwen (un nom d'emprunt) coupable et «réduit la peine d'une année de prison à deux mois ferme, la période que mon client a déjà purgée», a déclaré Fadwa Braham, précisant qu'il avait également écopé d'une

amende de 300 dinars (environ 130 euros).

«C'est injuste et inacceptable», a martelé Me Braham, en annonçant qu'elle allait se pourvoir en cassation.

Le jeune Marwen a été arrêté en septembre puis condamné à un an d'emprisonnement par un tribunal de Sousse, avant d'être remis en liberté provisoire début novembre contre une caution de 500 dinars (230 euros).

Interpellé afin d'être interrogé sur une affaire d'homicide, cet étudiant avait nié toute implication dans le décès mais reconnu avoir eu des relations sexuelles avec la victime. D'après son avocate, la police avait alors rédigé un autre procès-verbal et l'avait obligé à se soumettre à un examen anal, avant son inculpation pour homosexualité.

Sa condamnation a été dénoncée par plusieurs ONG locales et internationales, qui ont réclamé une révision du code pénal en se fondant sur la nouvelle Constitution qui fait de l'Etat tunisien le «garant de la protection de la vie privée des citoyens».

L'article 230 du code pénal tunisien punit de trois ans d'emprisonnement la sodomie et le lesbianisme.

Au titre de cet article, six autres étudiants ont été condamnés le 10 décembre par un tribunal à Kairouan (centre) à trois ans de prison ferme et trois ans d'interdiction de séjour dans cette ville.

Interpellés début décembre après avoir «été dénoncés par des voisins», ces six hommes ont reconnu avoir eu des «pratiques homosexuelles» et ont été condamnés à trois ans d'emprisonnement, soit la peine maximale, selon leur avocate Boutheina Karkni.

Comme Marwen, ces étudiants ont subi durant leur détention préventive un examen anal, une pratique vivement critiquée par les ONG qui la jugent «inhumaine» et «dégradante». Dans un communiqué commun, 13 ONG ont qualifié de «moyenâgeuse» la peine de bannissement prononcée.

L'avocate des six jeunes hommes a fait appel de leur condamnation.

Sans se prononcer sur la condamnation pour homosexualité, le président Béji Caïd Essebsi a jugé jeudi que la mesure d'interdiction de séjour ne devrait plus être appliquée.

«Le bannissement (...), ce n'est pas raisonnable. Je ne m'ingère pas dans (les affaires de) la justice mais il y a des choses que l'être humain ne peut accepter», a-t-il dit à des députés, selon une vidéo publiée par la radio Mosaïque FM.

Lors d'un entretien début octobre avec une chaîne égyptienne, M. Essebsi avait rejeté une dépénalisation de l'homosexualité en Tunisie. L'abrogation de l'article 230 «n'aura pas lieu, je refuse cela», avait-il asséné.

Rue89

17-12-2015

Tunisie : pas de lutte contre le terrorisme aux dépens des libertés

Alors que la Tunisie est récompensée du prix Nobel de la paix, quatre artistes tunisiens mettent en garde contre l'érosion des libertés dans le pays, sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

Le 7 décembre 2015, pour la seconde fois en moins de deux mois, les lauréats du prix Nobel de la paix 2015 étaient reçus par les autorités françaises.

Le prix a été décerné au Quartette à l'initiative du dialogue national :

- l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, principale centrale syndicale),
- l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica, principale centrale patronale),
- la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH),
- l'ordre des avocats.

Ce prix récompense des organisations censées avoir évité à la Tunisie de sombrer dans la guerre civile en 2013.

La France, premier partenaire économique de la Tunisie, a tenu à être de la partie. Ainsi, après Jack Lang à l'Institut du monde arabe, c'est le président François Hollande – qui a été le premier chef d'Etat à rencontrer les responsables du Quartette après l'annonce du prix – qui remettait en grandes pompes à l'Elysée la Légion d'honneur au quatuor nobélisé.

Cette cérémonie a été l'occasion pour un certain nombre de militants accompagnant les lauréats de se prendre en selfie sous les ors de la République. La fête s'est poursuivie à Oslo où une importante délégation représentant les quatre organisations a fêté comme il se doit cette consécration.

Barbarie dans les terres

Si, en tant que Tunisiens, nous ne pouvons qu'être fiers de cette reconnaissance internationale, si le bonheur de voir que la Tunisie est le seul pays de ce qu'on a appelé « Printemps arabe » où l'espoir que notre révolution aboutisse à une démocratie durable et à la justice sociale est encore permis, ces célébrations qui durent depuis presque deux mois nous amènent à rappeler à nos chers fêtards

certaines réalités beaucoup moins réjouissantes.

Le 13 novembre, alors que Paris vivait la pire attaque terroriste de son histoire, l'horreur a également frappé en Tunisie. Mabrouk Soltani un jeune berger de 16 ans était décapité par des terroristes se revendiquant de Daech. La scène a eu lieu à Slatniya dans la région de Sidi Bouzid, foyer de la révolution. Un des cousins du pasteur a été sommé par les terroristes de ramener sa tête à sa famille.

Quelques jours après cet acte barbare, Nassim, le cousin de Mabrouk raconte à la télévision les conditions de vie de toute une partie de la population.

« J'ai 20 ans, je n'ai jamais vu de responsable en visite dans la région. Je n'ai jamais rencontré de responsable. La nation [la patrie], je ne la connais que sur ma carte d'identité ! »

D'autres priorités pour les autorités

Le récit du jeune homme vient rappeler la quasi-démission de l'Etat dans les régions intérieures, malgré les belles promesses de toute la classe politique. Cette situation, qui a été l'une des principales causes de la révolution, impose à des milliers de laissés-pour-compte de subir à la fois l'extrême pauvreté et la menace terroriste.

Et le plus dramatique, c'est que cinq ans après le déclenchement de la révolution, aucune réforme n'a été entreprise pour sortir ces gens de l'extrême pauvreté.

La priorité affichée par la majorité gouvernementale (la coalition au pouvoir réunit quatre partis libéraux représentant 80% du Parlement) est plus à la réconciliation avec les hommes d'affaires de l'ère Ben Ali et à l'ouverture des marchés d'une économie à l'agonie et gangrénée par la corruption.

La funeste loi sur les stupéfiants

Alors que le pouvoir – dominé par Nidaa Tounes et Ennahdha – pousse à la réconciliation avec les symboles et pratiques de l'ancien régime, des jeunes ont été jugés pour avoir participé à l'épisode révolutionnaire et la plupart des avocats des familles des martyrs de la révolution sont sous le coup de poursuites judiciaires.

Pendant qu'on trinquait à l'Elysée, trois jeunes artistes étaient condamnés à un an de prison et 1 000 DT (environ 500 euros) d'amende pour détention – la consommation n'a pas pu être établie – de cannabis.

Ils rejoignent les quelque 8 000 jeunes condamnés en vertu de la funeste loi 52-1992 qui impose aux magistrats une peine plancher d'une année de réclusion et leur interdit de tenir compte d'éventuelles circonstances atténuantes. Si l'on n'est pas pris en flagrant délit, un test d'urine positif permet d'envoyer un jeune en

prison.

L'actuel président de la République Béji Caïd Essebsi a promis de soumettre au Parlement – comme la Constitution l'y autorise – un projet de loi amendant ce texte répressif, un an après son élection, on attend encore une initiative présidentielle.

Le ministère de la Justice a bien travaillé sur projet de loi – qui était loin de faire l'unanimité, mais le limogeage du ministre le 20 octobre et son non-remplacement depuis auront pour conséquence de détruire d'autres vies (l'intérim est assuré par le ministre de la Défense, Farhat Horchani mais en ces temps de guerre contre le terrorisme, on comprend aisément que la gestion de deux ministères régaliens soit particulièrement difficile).

Un défenseur des homosexuels en fuite

Quelques jours avant le second déplacement du Quartette à Paris, un jeune et brillant étudiant en droit quittait son pays pour demander l'asile politique en France. Hédi Sahly, vice-président de l'association Shams pour la défense des homosexuels, a été contraint de fuir la Tunisie après avoir reçu des menaces sérieuses pour sa sécurité et celle de son entourage.

Comment peut-il en être autrement quand on sait que l'article 230 du code pénal (datant de 1913) punit de trois ans de prison la sodomie.

L'ancien ministre de la Justice Mohamed Salah Ben Aïssa a jugé nécessaire l'abrogation de cette loi liberticide et anticonstitutionnelle. Il a été sèchement désavoué par le président de la République, présenté par d'aucuns comme un « progressiste ».

A leur retour d'Oslo, les membres du Quartette et l'importante délégation qui les accompagne apprendront que six jeunes étudiants ont été condamnés par un tribunal de Kairouan à trois ans de prison ferme assortis de cinq ans d'interdiction du territoire du gouvernorat éponyme pour « pratiques homosexuelles ».

N'ayant pas été pris en flagrant délit, la preuve a été établie par un test anal. Un des coaccusés a également écopé d'un an de réclusion parce qu'on a trouvé dans son ordinateur une séquence pornographique homosexuelle.

Les atteintes aux libertés publiques semblent se multiplier dans une indifférence de plus en plus importante. En effet, une partie de la société civile, aux aguets au moment où les islamistes menaient la coalition gouvernementale, est dans le meilleur des cas silencieuse quand elle n'est pas dans la justification.

Pas de paix sans justice

Heureusement que des organisations – à l'instar la LTDH – poursuivent le combat pour les droits humains, dans un contexte marqué par la montée d'un discours

fascisant tenu par une partie de l'élite politique, médiatique et sécuritaire.

La guerre plus que légitime contre le terrorisme ne doit absolument pas justifier des atteintes aux droits et libertés. Ce discours qui sonne comme une évidence, est de plus en plus inaudible et les victimes des dérives policières sont souvent des jeunes n'ayant aucun lien avec le terrorisme djihadiste.

A l'occasion des célébrations du Nobel de la paix, il semble plus que jamais essentiel de rappeler que l'état de paix ne saurait être défini par la seule absence de guerres.

Le souci de la justice sociale, de l'égalité de traitement des citoyens, le respect des convictions de chacun et des libertés fondamentales, la dignité, sont autant d'exigences pour atteindre et pérenniser cet objectif. L'Histoire ne cesse de nous enseigner qu'il n'y a pas de paix sans justice.

Tunisie: Appel à la révision de la loi 52 relative à la consommation de drogue

Des partis politiques et des organisations de défense des droits humains ont appelé à la révision de la loi 52 relative à la consommation de drogue.

Dans un communiqué rendu public mercredi, le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme a réclamé l'annulation de cette loi « répressive » qui « sanctionne sévèrement les consommateurs de stupéfiants ».

Une loi qui n'a pas empêché, pourtant, le nombre des toxicomanes de doubler, note le Comité, précisant que 54% des écroués pour consommation de cannabis récidivent.

Le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme propose le lancement d'un dialogue national sur ce sujet, estimant que la solution ne réside pas dans le durcissement des sanctions mais plutôt dans la prévention et la multiplication des actions pédagogiques destinées aux jeunes.

Les jeunes du parti Al-Massar avaient contesté la loi 52 et demandé son amendement à la suite de l'arrestation, le 28 novembre dernier de Adnene Meddeb et Amine Mabrouk. Le parti Al-Massar a-t-il aussi appelé le président de la République à tenir ses engagements électoraux et à amender cette loi.

A noter aussi que pour sa part, le parti Al Qotb tiendra ce jeudi une conférence de presse consacrée à la présentation d'un projet de loi organique relatif à la prévention et l'assistance des toxicomanes. Pour sa part, l'avocat Ghazi M'rabet avait appelé, à maintes reprises à la révision de ce texte de loi qui, selon lui porte atteinte à la dignité humaine.



16-12-2015

| المصدر | المقال |
|---|--|
|  <p>www.hakaekonline.com</p> <p>18-12-2015</p> | <p>من فحوص الشرح إلى قرار الإبعاد: تجاوز لمبادئ القانون.. وانتهاك لإنسانية المتهم</p> <p>أثار الحكم الصادر من المحكمة الابتدائية بالقيروان ضدّ ستة شبان اتهموا بالتمثلية الجنسية، والمتمثل في سجنهم 3 سنوات ومنعهم من دخول القيروان، جدلاً كبيراً، نتجت عنه حملة واسعة على مواقع التواصل الاجتماعي لاستنكار هذه الأحكام التي يصفها البعض بـ"المتخلفة" وغير المتماشية مع الدستور الجديد وما يتضمّنه من نصوص ضامنة للحرية الشخصية</p> <p>ويعتبر العديد من النشطاء ان هذه القضية، وقضايا أخرى تتعلّق بالقانون 52، أو ما يعرف بقانون "الزطلة"، والزنا وغيرهما، في حاجة إلى مراجعة قانونية لكونها لا تتماشى مع الدستور ولا مع العصر وتقوم على أحكام تعود إلى القرون الوسطى، خصوصاً بعد أن نالت تونس مؤخراً جائزة نوبل للسلام، التي رأوا فيها أملاً أو مدخلاً لمسار جديد من الحقوق والحريات يساهم في جعل البلاد ضمن ركب الدول المتقدمة التي تحترم حقوق مواطنيها وخاصة إنسانيتهم</p> <p>وفي هذا السياق، قال أستاذ القانون ورئيس الجمعية التونسية للحريات الفردية وحيد الفرشيشي إن القوانين القائمة في تونس، بما فيها الجديدة كقانون مكافحة الإرهاب، تمنح الأمن السلطة لاتخاذ الإجراءات التي يعتبرها هو مناسبة رغم ان قانون الدخول إلى المنازل تنظمه المجلة الجزائية من ..حيث الوقت الذي يسمح فيه بذلك والإذن</p> <p>وأوضح الفرشيشي، في تصريح لحقائق أون لاين اليوم الاثنين 14 ديسمبر 2015، ان وحدات الأمن تدخل عادة إلى منزل معيّن بإذن من النيابة العمومية حول قضية معيّنة وانه في حال تبيّن بعد دخول المحلّ المعني انه لا وجود لموجب الدخول لا بدّ ان يغادر الأمنيون، إلا ان ما يحصل هو عكس ذلك</p> <p>وأضاف انه "على سبيل المثال إذا توجهت وحدات أمنية إلى منزل معيّن لشبهة وجود سرقة ولكن عند دخولها يتبيّن انه لا وجود للسرقة وإنما يوجد شباب يدخلون القنب الهندي أو شاب وصديقه</p> |

في وضع يعتبرونه مشبوهاً، المفروض ان يغادروا لأنهم لم يجدوا أي شيء يدلّ على السرقة، ولكنهم في الواقع يقومون بإيقاف الأشخاص الموجودين وذلك بتهمة أخرى غير تلك التي أذنت "لهم النيابة العمومية بالدخول إلى المنزل على أساسها

وأكّد ان هذا الأمر يعدّ تجاوزاً لمبادئ القانون

من جهة أخرى، بيّن محدثنا ان القانون لا يتحدّث عن القيام بفحوص شرجية أو فحوص العذرية التي هي قانوناً ممنوعة لأنها تمسّ من الحرمة الجسدية موضحاً ان النيابة العمومية تطلب من المحققين في مسألة معيّنة ان يستعملوا جميع الوسائل العلمية المتاحة للتأكد لكنها لا تطلب القيام بفحص شرجي أو فحص للعذرية

واعتبر ان القانون التونسي بصيغته الحالية يرجع إلى القرون الوسطى حيث لا يعطي أية قيمة للحرمة الجسدية مشيراً إلى ان فحوص العذرية أو الشرجية لا يمكن أن تتمّ إلا بطلب من المعنيين وبموافقتهم

وشدد على ضرورة إعادة النظر في المجلة الجزائية التي تعود إلى سنة 1913 والتي تتضمن قوانين متوارثة من القرون الوسطى وهي قوانين انتقامية لا تقوم على الإصلاح والردع

ولفت أستاذ القانون إلى انه في تونس وإلى اليوم عندما يتعامل المواطن التونسي، مهما كان وضعه الاجتماعي، مع الأمن، تنتهك إنسانيته، وهذا الأمر من شأنه أن ينمي مظاهر أخرى باعتبار انه يصبح مستعداً لدفع الرشاوى واللجوء إلى الوساطات لتجنّب ما سيحصل له طالما لازال القانون على حاله ، حسب تعبيره

وأشار إلى انه في السابق كان هناك نوع من "النظام التسامحي" -إن صحت العبارة - إلا انه بعد قضية مروان وما أثارته من جدل أصبحت هناك سياسة ردعية كاملة من المؤسسات القضائية والأمنية وارتفع عدد الاعتقالات

وأكّد ان القانون يمنح الأمن والقضاء سلطة واسعة حيث يمكن للقضاة أن يحكموا بإبعاد المتهمين عن مناطقهم أو منعهم من الانتخاب والترشح وغيرهما، معتبراً ان القوانين التي جاءت بنفس

المنهج تفقد الإنسان المتهم إنسانيته.

وختم الفرشيشي حديثه بالقول ان هذه القوانين هي مخالفة للدستور الجديد وان العديد من القوانين على غرار المجلة الجزائية ومجلة الأحوال الشخصية بحاجة إلى التغيير وإلى عمل كبير إلا أن أولويات المشرع اليوم ليست أولويات حقوقية بل بالنسبة لمجلس نواب الشعب مشروع قانون المنافسة والأسعار هو الذي له الأولوية.



16-12-2015

المحاكم التونسية تعتمد مجددا الفحوص الشرجية : رهاب المثلية يستبيح حرمة الجسد

قضت المحكمة الابتدائية بالقيروان بسجن ستة طلبة اتهموا بالمثلية مدة ثلاث سنوات مع تسليط عقوبة الإبعاد عن مدينة القيروان مدة خمسة أعوام في حقهم بمجرد إنهائهم لعقوبتهم السجنية. وأكدت مصادر حقوقية أن المحكمة اعتمدت في إثبات تهمة الفصل 230 من المجلة الجزائية في حقهم على اختبارات طبية شرجية أذنت بها المحكمة وأنجزها قسم الطب الشرعي سلطت الدائرة الجناحية بالمحكمة الابتدائية بالقيروان أقصى العقوبة المقررة في المجلة الجنائية ، ودعمت عقوبتها بتسليط عقوبة [1]التونسية لجرائم المثلية على الطلبة الذين أحيلوا على أنظارها تكميلية على المحكوم عليهم تتمثل في إبعادهم عن منطقة عيشهم. كشف الحكم القضائي في شدته عن تحوّل المحاكمة الجزائية في بعض أبعادها إلى محاكمة اخلاقية. فلم تعتبر المحكمة في تقدير العقوبة أن المتهمين من الطلبة وأنهم لم يلحقوا أذى ضرر بالغير. دفعت فوييا المثلية المحكمة إلى تشديد العقوبة في حق المحكوم عليهم. كما يبدو أن ذات الفوبيا هي التي جعلت الأطباء الشرعيين يقبلون اخضاع المحكوم عليهم للفحوص الشرجية رغم أن اجراء تلك الفحوص يتعارض بشكل مبدئي مع الأخلاقيات الطبية الملزمة لهم. كشفت المحاكمة التي تعد ابتدائية الدرجة وتقبل الطعن بالاستئناف عن حاجة المجلة الجزائية التونسية لمراجعة جذرية تجعلها تستجيب لمقتضيات الدستور التونسي الذي يكفل حرمة الحياة الخاصة ويمنع الاعتداء على الحرمة الجسدية. ويذكر في هذا الاطار أن الشيخ راشد الغنوشي كان أكد في تصريح صحفي له بداية الشهر الرابع من سنة 2015 [2]زعيم حركة النهضة "رفضه لتجريم المثلية الجنسية". وهو ذات الموقف الذي دعت له نائبة رئيس الرابطة التونسية لحقوق الانسان بلقيس المشري التي اعتبرت أن الحكم الذي صدر "فضيحة وخرقا واضحا

للدستور الذي يكفل الحريات الخاصة والعامة، بما فيها من حريات التدين والحريات الجنسية [3]"

تحليل المفكرة هنا إلى عدد من المقالات عن المثلية الجنسية، وتحديدًا عن إشكالية الفحوصات الشرجية في لبنان حيث نجحت المفكرة بالتعاون مع جمعية حلم وآخرين في إلغاء هذا الفحص



17-12-2015

زغوان : قتل شقيقه و دفنه داخل منزل والديه لأنه مثلي جنسي

جد مؤخرًا جريمة قتل فظيعة راح ضحيته شاب يبلغ من العمر 25 عامًا على يد شقيقه في منطقة الفحص من ولاية زغوان.

و ذكر موقع "آخر خبر اونلاين" ان تم القاء القبض على الشقيق القاتل و اعترف ان قام بقتل شقيقه بعد ان اكتشف انه يمارس اللواط مع بعض شبان الجهة و هو ما سبب للمتهم حرجا كبيرا و جعله محل سخريه و سبب له شعورا بالعار

و اضاف نفس المصدر ان الشقيق قاتل اكد انه طلب من اخيه الكف عن ممارسة اللواط و ان يتوب الا انه واصل ممارسة اللواط فقرر التخلص منه لدرء الفضيحة

و في يوم الجريمة عاد الضحية في ساعة متأخرة من الليل الى منزل و هو في حالة سكر فنشب خلاف مع الجاني فطعنه الجاني بسكين ثم لفه في غطاء صوفي وحفر له حفرة ووضع فوقه كمية من مادة "القريني" و الأجر ليقوم لاحقا ببناء "دالة" فوقه

و تقطنت والدتهما بعد عودتها الى المنزل الى وجود رائحة كريهة في المنزل ليتبين ان الرائحة تعود الى جثة ابنها المدفونة داخل بيتها



15-12-2015

الشرطة الدينية تضرب من جديد : ايقاف تلميذة و زميلها امام معهد ثانوي بالمنزه لأنهما امسكا بيدي بعضهما

قامت الشرطة العدلية امس الاثنين 14 ديسمبر امام احد المعاهد الثانوية بالمنزه 1 بايقاف تلميذة و زميلها بتهمة الاعتداء على الاخلاق الحميدة في الطريق العام

و قالت شقيقة التلميذة في تعليق نشرته على حسابها الخاص بموقع التواصل الاجتماعي

"فيسبوك" ، ان شقيقتها كانت تمزح رفقة زميلها امام المعهد حيث دفعها من ذراعها فما راعهم . الا ان توقفت امامهم دورية امنية و اقتادوهم الى مركز الامن

و اكدت شقيقة التلميذة القاصر ان 3 اعوان وجهوا شتائم لشقيقتها و كلام من قبيل " بوك ما عرفش يربيك" ، "كان جيت بنتي راني قتلتك" ، "شنوا العباد باش يقولوا عليك" و غيره من الكلام الجارح للتلميذة الصغيرة التي بقيت تحت وقع الصدمة و لا تعرف حتى التهمة التي اوقفت من اجلها

و اضافت ان اعوان الامن واصلوا تهديد شقيقتها و قاموا بمصادرة هاتفها و هددوها بالايقاف . التحفظي ، الى حين وصول امها اين قاموا بإخلاء سبيلها بعد الامضاء على محضر

لا شك ان التضيق على الحريات الفردية مؤخرا اخذ منحى تصاعدي ، حيث تم مؤخرا ايقاف 6 طلبة بتهمة المثلية الجنسية ، كما تم ايقاف معلمة بتهمة اقامة علاقة جنسية مع شاب ، فضلا عن الايقافات المتكررة في صفوف الشباب بتهمة استهلاك "الزطلة" ، كل هذه الملاحظات الامنية التي تطال فئة كبيرة من الشباب لمصادرة حرياتهم الفردية ، يقابلها صمت مريب من قبل الاحزاب .. السياسة و الشخصيات الحقوقية التي عرفت بنشاطها في عهد الترويك

أكثر من ستين منظمة حقوقية ونقابية تصدر بيانا و يطلقون صيحة فزع

أصدرت أكثر من 60 منظمة بيانا أطلقت من خلاله صيحة فزع حول الانتهاكات المتكررة الحاصلة اليوم في تونس و التي لا تتماشى و قيم و مبادئ الدولة الديمقراطية على حسب تعبيرهم و جاء بنص البيان الصادر اليوم 2015-12-16 " يندد ممثلو المنظمات والجمعيات الآتي ذكرهم بالهجمة الحاصلة في مجال حقوق الإنسان والحريات الأساسية و التي تجسدت في أكثر من مجال :

- تصاعد الاعتداءات على الحريات العامة ومنها حرية التعبير والصحافة و التظاهر، والتضييق على الحريات الفردية ومنها الإبداع الفني و التفكير والضمير

-التوظيف المتعمد للقوانين التعسفية للتضييق على النشاط والمبدعين و المثقفين والشباب على

غرار القانون عدد 52 لسنة 1992 المتعلق بالمخدرات، و الفصل 230 من المجلة الجزائرية

-الإستهداف المنهج والتصاعدي لجمعيات و منظمات المجتمع المدني الوطنية و الدولية

المنخرطة في المشروع المدني و الديمقراطي الحداثي ، واستعمال الحرب على الإرهاب كذريعة



16-12-2015

لإثارة شبّهات حول تمويلها و أهدافها، واستعمال بعض المنابر الإعلامية لتنظيم حملات تشويهية تحرّض على التباغض والكراهية.

-تنظيم حملات للتشكيك في منظومة حقوق الإنسان و الحريات العامة كما يضمنها الدستور و المعاهدات الدولية المصادق عليها من قبل الدولة التونسية من أجل تقويض دولة القانون و المؤسسات

-التدخل الفج في الحياة الشخصية للأفراد مما من شأنه أن يمس من كرامة المواطنين وحرمتهم الجسدية، وينتهك حقوقهم المنصوص عليها في الفصل 23 من الدستور التونسي.

-توظيف حالة الطوارئ للقيام بتجاوزات وخروقات أثناء القيام بمداهمات عشوائية والعودة إلى آلية"الرافل"

-تواتر حالات التعذيب وغيره من ضروب إساءة المعاملة بمراكز الإيقاف والسجون، ومحاولة تقليل السلطات العمومية من خطورة هذه الممارسات، واستهداف المنددين بها في ظل إفلات كامل من العقاب والمساءلة.

وإذ يعبرون عن خشيتهم من الالتفاف على مكسب أساسي و جوهري للثورة التونسية في الحرية من خلال تصعيد التجاوزات والإنتهاكات وإسنادها بقوانين زجرية، فإنهم يؤكدون:

-تضامنهم المطلق والمبدئي مع المستهدفين أفرادا ومنظمات.

-إستعدادهم للإلتجاء إلى القضاء لمساءلة المذنبين ومحاسبتهم.

-تجندهم لتنظيم تحركات احتجاجية جماعية دفاعا عن كل أشكال حرية التعبير، وتحسيس الرأي العام الوطني و الدولي بالمخاطر المحدقة في هذا المجال.

وإذ يؤكد الممضون أسفله على أهمية المواجهة الحازمة للإرهاب في كل مستوياتها الأمنية و العسكرية والثقافية والإجتماعية و السياسية والإعلامية من أجل حماية المسار الانتقالي وانخراطهم فيها ، فإنهم يؤكدون على أن نجاعة سياسة مكافحة الإرهاب تبقى رهينة احترام حقوق الإنسان ودعم الحريات الأساسية وتشريك قوى المجتمع المدني وطاقاته في حماية حق المواطنين في الأمن.

كما يشددون على أنّ عودة سياسات التضييق والتشهير والتشكيك لن تغطي على مظاهر الفشل في تحقيق التطلعات الاقتصادية و الإجتماعية والسياسية للشعب التونسي، وتقويض مسار العدالة الإنتقالية، وتقصير السلطات في إصلاح مؤسسات الدولة وتشريعاتها،وفي الوفاء بالتزاماتها في إنصاف عائلات شهداء و جرحى الثورة التونسية وكشف الحقيقة في الإغتيالات السياسية."

و المنظمات التي وقعت هذا البيان هم :

- الإتحاد العام التونسي للشغل- الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان- النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين-الفدرالية الدولية لحقوق الإنسان-الإئتلاف المدني للدفاع عن حرية التعبير- الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات- جمعية نساء تونسيات للبحث حول التنمية جمعوية "بيتي"-- جمعية عتيد- الإتحاد العام لطلبة تونس - إتحاد المعطلين عن العمل- شبكة دستورنا- جمعية "يقظة" من أجل الديمقراطية ومدنية الدولة- مركز تونس لحرية الصحافة- فيدرالية التونسيين للمواطنة بالضعفتين- مؤسسة شكري بلعيد لمناهضة العنف- حملة "مانيش مسامح"- جمعية تيقار- مواطنة متناصفة- المنظمة التونسية من أجل المواطنة- جمعية مواطنة للدفاع عن المعطلات عن العمل دون شهادت عليا - سبيطة- جمعية إرتقاء النسائية- جمعية دمج للعدالة و المساواة- جمعية رؤيا حرة- جمعية أمل للبيئة بالمتلوي- جمعية تويزة- الجمعية التونسية للحراك الثقافي- الرابطة التونسية للمواطنة- النقابة التونسية للإذاعات الجمعياتية- إذاعة جمعياتية من أجل دعم التعبير الحر (راديو6)- جمعية أمل لذوي الإحتياجات الخاصة- المنظمة التونسية للعدالة الإجتماعية والتضامن-الجمعية العلمية للبحوث حول السكان و الهجرة والصحة- جمعية تحدي لحقوق الإنسان من أجل الفروع- جمعية أمل للتضامن والتنمية- مؤسسة محمد بالمفتي للعدالة والحريات- الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية- جمعية إنتصار للمرأة الريفية -سيدي بوزيد- مجموعة توحيدة بالشيخ- تحالف نداء تونس- مركز تونس للهجرة واللجوء- جمعية مواطنة - تالة UTOPIA TUNISIA وحريات- جمعية أفاق- جبل جديد- رابطة الناخبات التونسيات - متضامنة - جمعية" ريزو"، الربط من أجل بروز شباب إجتماعي ومنظم- جمعية زنوبيا- الجمعية الثقافية التونسية للإدماج والتكوين شفافية 25.

تفاصيل إيقاف التلميذة عفراء بن عزة على خلفية تحرك احتجاجي بمدينة الكاف

أصدرت حملة "مانيش مسامح" بيانا استنكرت فيه إيقاف التلميذة عفراء بن عزة على خلفية تحرك احتجاجي بمدينة الكاف والاعتداء عليها بمقر الأمن على مسمع من والدتها وشقيقتها.

وقدم البيان تفاصيل إيقافها كالآتي:

"أقدمت اليوم قوات البوليس بمركز الأمن الوطني بالكاف على إيقاف التلميذة عفراء بن عزة (سنة ثالثة آداب)، الناشطة بحملة "مانيش مسامح"، وذلك على خلفية تحرك ميداني نظمه مجموعة من الشباب احتجاجا على اعتزام صاحب مقهى "بو مخلوف" التاريخي والسياحي هدمه

جمهورية

16-12-2015

وتغيير صبغته الثقافية والتراثية.

وقد رافق إيقاف الناشطة عفراء بن عزة استهداف مادي ولفظي شديد العنف من بعض أعوان البوليس تجاهها، قبل أن يقع الاعتداء عليها بمقر الأمن على مسمع من والدتها وشقيقتها، وقبل أن يقع استجوابها صلب محضر بحث عدلي منعت خلاله من الاتصال بمحاميتها ومن الإجابة على اتصالاته المتكررة وأكرهت على الإمضاء عليه وعلى محضر الاحتفاظ بها، الذي جاء بقرار من النيابة العمومية حسب تصريحات الناطق الرسمي باسم وزارة الداخلية لمحاميها.

إن حملة مانيش مسامح، إذ تعتبر إيقاف الناشطة عفراء بن عزة استهدافا من قوات البوليس ومن النيابة العمومية لتحركاتها المنددة بمختلف أشكال الحيف والاستبداد بالسلطة، فإنها :
- تندد بالمضايقات المتكررة للناشطة عفراء بن عزة، ولحملة الهرسلة البوليسية والقضائية التي تستهدفها منذ مدة.

- تعتبر أن ما تعرضت له اليوم من اعتداء لفظي ومادي سافرين، ومن إكراه على الخضوع لاستنطاق أممي دون تمكينها من حقها في الإستعانة بمحاميتها، دليلا إضافيا على خطورة هذا التعاطي البوليسي الفج والمتواصل معها ومع غيرها من الشباب الراض لمختلف أشكال التضييق والانتقام من أنشطتهم وتحركاتهم، والفاضح لممارساتهم المتعسفة والمهينة للمواطن.

- تستنكر عدم مراعاة النيابة العمومية لسن التلميذة الناشطة عفراء بن عزة (17 سنة/ مواليد 1998) ولظروفها الدراسية والعائلية والإصرار على الاحتفاظ بها، كما تستنكر عدم اكتراثها لحقها الدستوري في الاستعانة بمحامي خلال طور البحث.

- تطالب النيابة العمومية بإطلاق سراحها الفوري والنأي بنفسها عن مثل هذه القرارات التي من شأنها زعزعة ثقة الرأي العام فيها وفي قراراتها.

- تطالب كل من السيد وزير الداخلية ووكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية بالكاف بفتح تحقيق جدي في الاعتداءات التي تعرضت لها المواطنة عفراء بن عزة عند إيقافها ولدى استنطاقها.
- تدعو مختلف القوى المدنية والشبابية الحية بالبلاد إلى الوقوف إلى جانب المواطنة الناشطة عفراء بن عزة وإلى التصدي إلى مختلف الممارسات والسياسات الهادفة إلى محاصرة تحركات الشباب وقمعها، وإلى مصادرة حقهم الدستوري في الرأي والتعبير والتظاهر عبر توظيف الآلتين الأمنية والقضائية."

Téles et réseaux sociaux

Sources

Infos



15-12-2015

Six étudiants tunisiens lourdement condamnés pour "pratiques homosexuelles"

Six étudiants de Kairouan, en Tunisie, ont été condamnés la semaine dernière à 3 ans de prison ferme pour "pratiques homosexuelles". La société civile tente de faire abroger l'article 230 de la Constitution qui criminalise la sodomie.

Reconnus coupables de "pratiques homosexuelles". Six étudiants de Kairouan ont été condamnés jeudi 10 décembre à trois ans de prison ferme et cinq ans d'interdiction de séjour dans cette ville du centre de la Tunisie pour homosexualité, a indiqué lundi leur avocate, Me Boutheina Karkni.

Interpellés fin novembre-début décembre après avoir "été dénoncés par des voisins", ces six hommes ont reconnu avoir eu des "pratiques homosexuelles" et ont été condamnés au titre de l'article 230 du code pénal, a ajouté l'avocate.

La mesure d'interdiction de séjour, également prévue par le code pénal, sera applicable à leur sortie de prison, a-t-elle ajouté. Située à 150 kilomètres au sud de Tunis, Kairouan est la principale ville sainte du pays.

Déplorant "des condamnations extrêmement sévères", Me Karkni a annoncé avoir fait appel, et le nouveau procès devrait avoir lieu devant la cour de Sousse "d'ici 2-3 semaines". Outre leurs aveux, des vidéos ont été retrouvées sur l'ordinateur d'un prévenu, qui a, lui, écopé d'une peine de six mois de prison ferme pour "atteinte à la pudeur", a rapporté le HuffPost Tunisie.

D'après leur avocate, les six étudiants ont subi durant leur détention préventive un examen anal, une pratique vivement critiquée par les ONG, qui la juge

"inhumaine" et "dégradante".

Ahmed Ben Amor, vice-président de "Shams", une association qui milite pour la dépénalisation de l'homosexualité, a fustigé un jugement "honteux pour un État qui se dit démocratique". "Nous n'allons pas restés sans réagir", a-t-il clamé.

L'ONG fait notamment valoir que l'État tunisien est le "garant de la protection de la vie privée des citoyens", selon la nouvelle Constitution adoptée en 2014. Certains des militants ont toutefois récemment déclaré à des médias locaux avoir été l'objet de "menaces homophobes".

Peines moyenâgeuses

La responsable de l'ONG de défense de droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW), Amna Guelali a également dénoncé le jugement de Kairouan, évoquant "un cas très grave d'atteinte à la vie privée des personnes et à leur intégrité physique". Les peines prononcées, dont celle "rarissime" du "bannissement", "sont moyenâgeuses et ne sont pas conformes à l'évolution de la Tunisie", a-t-elle ajouté.

"Le bannissement est un vrai scandale", a renchéri la première vice-présidente de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme, Balkis Mechri, appelant "à une réaction forte de la société civile dans cette affaire".

Cité par la radio Shems FM, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Walid Louguini, a de son côté défendu l'action des forces de l'ordre. "Notre fonction est de faire respecter la loi", a-t-il relevé, renvoyant au Parlement la question de toute modification de la législation.

En septembre, un étudiant tunisien a été condamné à un an de prison pour "homosexualité" dans la région de Sousse, après avoir lui aussi subi un examen anal. Il a été remis en liberté début novembre, dans l'attente du procès en appel prévu jeudi.

Dans le sillage de cette condamnation, le ministre de la Justice de l'époque,

Mohamed Salah Ben Aïssa, s'était dit favorable à l'abrogation de l'article 230 du code pénal. Il a été limogé dans les semaines suivantes.

En octobre, le président tunisien Béji Caïd Essebsi s'était fermement prononcé contre la dépénalisation des pratiques homosexuelles. "Cela ne se produira pas !", avait-il assuré lors d'une allocution à la télévision égyptienne.



14-12-2015

الحكم على ستة طلبة مثليين في تونس بالسجن والإبعاد عن مدنهم لخمس سنوات

قضت محكمة في مدينة القيروان التونسية نهاية الأسبوع الماضي بسجن 6 طلبة بثلاث سنوات لكل واحد منهما، مع إبعادهم عن الولاية لمدة خمس سنوات بعد قضاء عقوبتهم الحبسية، وذلك وفق ما أكدته جمعيات حقوقية، منها جمعية شمس، المدافعة عن حقوق المثليين في تونس.

حكم إبعاد المتابعين عن مدينتهم لخمس سنوات أثار انتقادات حقوقية كبيرة، لا سيما أنه نادر الحدوث، زيادة على استمرار مطالب الحقوقيين برفع التجريم عن المثلية الجنسية في تونس، واعتبارها شأنًا فرديًا خالصًا، في وقت تنادي فيه تيارات محافظة باستمرار التجريم.

وقال جمعية شمس في بيان لها إن واحدًا من الطلبة الستة تم الحكم عليه بستة أشهر إضافية بمبرر أن الشرطة وجدت في حاسوبه شريطًا مخلًا بالأداب، داعية المجتمع المدني إلى التحرك من أجل الإفراج عن الطلبة المعتقلين، خاصة وأنه قد تم تعريضهم إلى "فحص الشرج"، الذي يتعرّف من خلاله الطب الشرعي إلى حقيقته مثلية المتهم.

ويتابع الطلبة المعتقلون بالفصل 230 من المجلة الجنائية، إذ تجرّم تونس ما تصفه بـ"اللوواط والمساحقة"، وتعاقب عليهما بما يصل إلى 3 سنواتًا سجنًا. وقد سبق لوزير العدل السابق، محمد صالح بن عيسى، أن صرّح بأن هذا الفصل يتناقض مع حقوق الإنسان، ممّا كان أحد الأسباب التي أدت إلى إعفائه من منصبه.

هذا حكم قاسٍ في حق الشباب التونسي الذي يعيش حملة تضيق كبرى على الحريات في شتى الأشياء، في اليوم الذي تحتفل فيه تونس بجائزة نوبل للسلام يصدر هذا الحكم، بالتالي أي سلام وأي أمان نحتفل به؟ فلا ديمقراطية في بلد لا تحترم فيه حقوق الأقليات سوى كانت جنسية أو دينية. بالعربية CNN يقول هادي ساحلي، نائب رئيس جمعية شمس لـ

ويضيف ساحلي: "مصدر الإصرار على معاقبة المثليين التونسيين هو القانون الجنائي وأيضًا تصريحات رئيس الجمهورية الذي قال إن الفصل 230 لن يلغى، وكذلك تصريحات بعض الإعلاميين ونواب الشعب الراضين لرفع التجريم عن المثلية

Radio

Sources

Infos



14-12-2015

"مختار الطريفي: "الحكم على المثليين بالنفي من القيروان فضيحة"

اعتبر مختار الطريفي رئيس مكتب تونس للفيدالية الدولية لحقوق الإنسان بتونس، أن الحكم على الطلبة الستة في القيروان بـ3 سنوات سجنًا ومنعهم من دخول القيروان لخمس سنوات بتهمة المثلية الجنسية، هو فضيحة.

وأضاف الطريفي خلال مداخلة في حصة "كلمة نساء" على موجات راديو كلمة، أنه وطوال مهنته في المحاماة لم يعترضه أي حكم مشابه بالنفي أو بالابعاد "حتى في ما يتعلق بالمحاكمات الجائرة التي استهدفت الحقوقيين والمعارضين لبن علي". وقال المتحدث إن هذا الحكم لم يعد "موجودا في القانون التونسي، وأنه "مخالف للقانون وللدستور والذوق السليم للقانون الجنائي وشدد في سياق متصل على أن الفصل 230 مخالف للمواثيق الدولية وحقوق الإنسان وأن لكل شخص الحق في التصرف في جسده وذاته



16-12-2015

هذا ما قالته محامية احد الشبان الستة المسجونين بتهمة المثلية الجنسية

صرحت بثينة القرقي، محامية أحد الشبان الستة المسجونين بتهمة المثلية الجنسية أن الشرطة أوقفت الطلبة الستة في شقة أحدهم على الساعة 7 مساءً بناء على شكوى من جيرانه. كما فتشت الشرطة المنزل، وصادرت أجهزة حاسوب، واقتادتهم إلى مركز الشرطة بطريق حفوز بالقيروان. في اليوم الموالي، وجهت النيابة العمومية في المحكمة الابتدائية في القيروان تهمة اللواط للشبان، عملاً بالفصل 230 من "المجلة الجزائية"، وأمرت باحتجازهم وعرضهم على الفحص الشرجي. أجرى الطبيب الشرعي المعتمد في مستشفى القيروان العمومي هذه الفحوص، وأضافت النيابة التقرير الطبي إلى الأدلة.

وقالت بثينة القرقي، التي كانت حاضرة أثناء الجلسة والتصريح بالحكم، إن قاضي المحكمة الابتدائية في القيروان أصدر في 10 ديسمبر أقصى عقوبة ينص عليها الفصل 230، وهي السجن لمدة 3 سنوات. يفرض الفصل 230 هذه العقوبة على المتهمين باللواط، حتى إذا حصل في مكان خاص. كما فرض القاضي على المتهمين عقوبة تكميلية بتحجير الإقامة عليهم بمدينة

القيروان مدة 3 سنوات، عملا بالفصل 5 من المجلة الجزائية. وحُكم على أحد المتهمين بـ 6 أشهر إضافية عملا بالفصل 226 بتهمة "المجاهرة عمداً بفحش"، اعتمادا على مقاطع فيديو إباحية عثرت عليها الشرطة في حاسوبه. حتى في أيام بن علي، لم تقم المحاكم أبداً، على حد علمي، بإصدار حكم النفي.

وفي هذا السياق دعت 13 منظمة ناشطة في مجال حقوق الإنسان "وزارة العدل التونسية أن تصدر توجيهات على الفور للنيابة العمومية لتتوقف عن عرض الأشخاص على الفحوص الشرجية كجزء من إجراءات التحقيق التي تعتمدها الشرطة لتحديد السلوك الجنسي للمشتبه بهم. كما إن على وزارة الصحة إصدار توجيهات إلى جميع الأطباء الشرعيين الخاضعين لسلطة الوزارة بالكف عن إجراء فحوص شرجية لهذا الغرض، واحترام حق الأشخاص في الكرامة والحرمة الجسدية. المنظمات الموقعة تكرر، أخيراً، دعوتها للسلطات التونسية لإلغاء المادة 230 و تنقيح جميع الأحكام القاسية من قانون العقوبات التونسي".

جمعية تفعيل الحق في الاختلاف الجمعية التونسية ASF المنظمات الموقعة: محامون بلا حدود للدفاع عن الحريات الفردية جمعية شوف اللجنة من اجل احترام الحريات وحقوق الإنسان في الشبكة الاوروبية المتوسطية لحقوق الانسان الفدرالية الدولية لحقوق CRLDHT تونس مبادرة موجودين للمساواة المنظمة التونسية HRW هيومن رايتس ووتش FIDH الإنسان الشبكة الأورو-OMCT المنظمة العالمية لمناهضة التعذيب OCTT لمناهضة التعذيب جمعية وعي. REMDH متوسطية لحقوق الإنسان

منظمات حقوقية تنتقد أحكام السجن ضد مثليين وتدعو للكف عن الفحص الشرجي

ذكرت 13 منظمة حقوقية من ضمنها هيومن رايتس ووتش في بيان مشترك أن الحكم الصادر ضد 6 طلبة بسجنهم لمدة ثلاث سنوات بتهمة اللواط "تتناقض مع القانون الدولي وتعارض". مع الحقوق المتعلقة بالخصوصية وعدم التمييز التي يكفلها الدستور التونسي لسنة 2014

وأصدر قاضي المحكمة الابتدائية في القيروان في 10 ديسمبر الجاري أحكاما بالسجن لمدة 3 سنوات ضد الطلبة الستة وفق أحكام الفصل 230 من المجلة الجزائية



16-12-2015

كما أصدر القاضي على المتهمين عقوبة تحجير الإقامة عليهم بمدينة القيروان لمدة 3 سنوات، عملاً بالفصل 5 من المجلة الجزائية كما حُكم على أحد المتهمين بـ 6 أشهر إضافية عملاً بالفصل 226 بتهمة "المجاهرة عمداً بفحش"، اعتماداً على مقاطع فيديو إباحية عثرت عليها الشرطة في حاسوبه.

وكانت الشرطة قد أوقفت في ديسمبر الجاري 6 طلبة في مدينة القيروان في شقة أحدهم بناء على شكوى من جيرانه وقامت بتفتيش المنزل وصادرت أجهزة حاسوب قبل أن يتم اقتيادهم إلى مركز الشرطة بطريق حفوز بالقيروان وفق ما أفادت محاميتهم بثينة القرقي.

وقد وجهت النيابة العمومية في المحكمة الابتدائية بالقيروان للطلبة الستة تهمة اللواط وفقاً لأحكام الفصل 230 من "المجلة الجزائية وأمرت باحتجازهم وعرضهم على الفحص الشرجي الذي أجراه الطبيب الشرعي المعتمد في مستشفى القيروان لتضيف النيابة التقرير الطبي إلى الأدلة.

ونقل البيان عن مديرة مكتب هيومن رايتس ووتش في تونس آمنة القلاي قولها "بينما كان التونسيون يحتفلون بجائزة نوبل للسلام التي فاز بها الرباعي الراعي للحوار الوطني في اليوم العالمي لحقوق الإنسان، قضت محكمة تونسية بعقوبات قروسطية على 6 طلبة في اعتداء". صارخ على حياتهم الخاصة وحرمتهم الجسدية.

وقال البيان إن على وزارة العدل التونسية "إصدار توجيهات على الفور للنيابة العمومية لتتوقف عن عرض الأشخاص على الفحوص الشرجية كجزء من إجراءات التحقيق التي تعتمد عليها". الشرطة لتحديد السلوك الجنسي للمشتبه بهم.

كما دعت وزارة الصحة إلى إصدار توجيهات إلى جميع الأطباء الشرعيين الخاضعين لسلطة الوزارة بالكف عن إجراء فحوص شرجية لهذا الغرض واحترام حق الأشخاص في الكرامة والحرمة الجسدية.

وجددت المنظمات الموقعة على البيان دعوتها للسلطات التونسية بإلغاء المادة 230 و تنقيح

جميع الأحكام القاسية من قانون العقوبات التونسي

وذكر البيان أن الملاحظات القضائية للعلاقات الجنسية الخاصة التي تتم بين بالغين بالتراضي تُعدّ انتهاكا للحقوق المتعلقة بالخصوصية وعدم التمييز التي يكفلها "العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية" (العهد) والذي تمثل تونس أحد أطرافه

وأشار البيان إلى أن هذه الحقوق مكفولة في الدستور التونسي لسنة 2014، الذي ينص الفصل 24 منه على أن تحمي الدولة الحق في الحياة الخاصة وحرمة المسكن. كما ينص الفصل 21 على أن "المواطنين والمواطنات متساوون في الحقوق والواجبات، وهم سواء أمام القانون من غير تمييز".



16-12-2015

Emna Guellali : La police tunisienne est devenue une police morale

Emna Guellali, représentante de « Human Rights Watch », a indiqué lors de son passage dans l'Express du mercredi 16 décembre 2015, que la police tunisienne, censée devenir républicaine après la révolution, est devenue une police morale.

« Il faut une certaine conscience au niveau de l'institution sécuritaire dont le rôle est de défendre les libertés et les droits », a-t-elle dit affirmant que l'ensemble du peuple tunisien est désormais « coupable et otage de la police ».

Elle a également appelé le ministère de la santé et celui de la justice à intervenir auprès des institutions qui se trouvent sous leur égide : « le ministère de la santé doit appeler les médecins à ne plus effectuer les tests anaux et de virginité, alors que le ministère de la justice doit demander au procureur général de ne plus donner la priorité à ce genre d'affaires ».

Communiqués

Sources

Communiqués



16-12-2015

Tunisie: Trois ans de prison pour homosexualité

6 étudiants soumis à un examen anal

(Tunis, le 16 Décembre, 2015)

Un tribunal tunisien a condamné six jeunes étudiants accusés de sodomie à trois ans de prison le 10 Décembre, 2015, affirment 13 organisations de défense des droits humains aujourd'hui. Ces condamnations contredisent le droit international et sont contraires au droit à la vie privée et à la non-discrimination en vertu de la Constitution Tunisienne adoptée en 2014.

Les autorités tunisiennes ont soumis les accusés à un examen anal, pour l'utiliser comme élément de preuve dans l'affaire. Le tribunal a également banni les étudiants de la ville de Kairouan, pendant trois ans, une fois leur peine d'emprisonnement écoulée.

"Alors que les Tunisiens célébraient le prix Nobel de la Paix pour le Quartet du dialogue national tunisien lors de la Journée mondiale des droits de l'Homme, un tribunal tunisien condamnait six étudiants à une peine digne du moyen âge, avec une atteinte flagrante à leur vie privée et à leur intégrité corporelle», a déclaré Amna Guellali, directrice Tunisie à Human Rights Watch.

La police de Kairouan, à 150 kilomètres au sud de Tunis, a arrêté les six étudiants, dont les noms ne sont pas communiqués pour leur sécurité, le 5 Décembre. L'avocat de l'un des étudiants, Bouthaina Kerkeni, a déclaré aux organisations signataires que la police a arrêté les six hommes dans l'appartement de l'un d'entre eux, à 19 heures, suite à une plainte des voisins. Ils ont fouillé la maison, ont saisi des ordinateurs, et ont conduit les hommes au poste de police.

Le lendemain, le procureur du tribunal de première instance de Kairouan les a accusés de sodomie, en vertu de l'article 230 du code pénal, a ordonné leur

détention et un examen anal. Le médecin légiste de l'hôpital public de Kairouan a effectué les examens. Le parqueta ainsi introduit au dossier le rapport médical établi par le médecin comme preuve de relations homosexuelles.

Le 10 Décembre, le juge du tribunal de première instance de Kairouan a condamné tous les six jeunes à la peine maximale prévue par l'article 230, à savoir trois ans de prison, a déclaré Kerkeni, qui était présente lors de l'audience et du jugement. L'article 230 prévoit que la sodomie, si elle est pratiquée dans un endroit non-public, peut être punie de trois ans d'emprisonnement.

Le ministère de la Justice tunisien doit immédiatement émettre une directive ordonnant aux procureurs l'arrêt de l'envoi des détenus pour des examens anaux dans le cadre des procédures d'enquête de police pour déterminer le comportement sexuel des individus. Le ministère de la Santé tunisien devrait également aviser tous les médecins légistes sous l'autorité du ministère de cesser tous les examens anaux à ces fins et à respecter le droit des personnes à la dignité et à l'intégrité physique. Les organisations signataires réitèrent enfin, leur appel aux autorités tunisiennes afin d'abroger l'article 230 et de réviser toutes les dispositions liberticides du code pénal tunisien.

Le juge a également prononcé une peine complémentaire en bannissant les défendeurs de Kairouan pendant trois ans, en vertu de l'article 5 du code pénal. L'un des accusés a été également condamné à six mois supplémentaires en vertu de l'article 226 pour "outrage public à la pudeur," au motif que la police a trouvé des vidéos pornographiques sur son ordinateur.

« Même du temps de Ben Ali, les tribunaux n'ont jamais, à ma connaissance, prononcé de jugement d'interdiction de séjour. Chaque personne a le droit de disposer de son corps et de l'inviolabilité de son domicile, cette condamnation constitue ainsi une violation des droits fondamentaux inscrits dans la constitution tunisienne et garantis par les conventions internationales ratifiées par la Tunisie », déclaré Mokhtar Trifi, Président du bureau de Tunis de la FIDH.

Deux accusés ont été représenté par un avocat lors de l'audience. Tous les six sont actuellement retenus dans la prison de Kairouan. Ils ont jusqu'au 20

Décembre pour déposer un appel, et un d'eux l'a déjà fait.

Les poursuites pour des rapports sexuels consensuels en privé, entre adultes, violent les droits à la vie privée et de non-discrimination garantis par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont la Tunisie est partie. Le Comité des Nations Unies pour les droits de l'Homme, qui vérifie l'application du Pacte, a clairement fait savoir à plusieurs reprises que l'orientation sexuelle est un statut protégé contre la discrimination en vertu de ces dispositions. Le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a estimé que les arrestations pour des conduites homosexuelles entre adultes consentants sont, par définition, arbitraires.

Ces droits sont reflétés dans la constitution tunisienne de 2014. L'article 24 oblige le gouvernement à protéger les droits à la vie privée et l'inviolabilité du domicile. L'article 21 prévoit que « tous les citoyens, hommes et femmes, sont égaux en droits et en devoirs, et sont égaux devant la loi sans aucune discrimination. »

« Près de deux ans après l'adoption de la constitution, il est regrettable qu'aucun effort sérieux n'a été entrepris par les autorités pour assurer la conformité du Code pénal à la nouvelle constitution », a déclaré Antonio Manganella, chef de mission d'ASF en Tunisie. « Le gouvernement devrait immédiatement instaurer un moratoire sur toutes les dispositions pénales entachés d'inconstitutionnalité, ce qui est le cas de l'article 230 », a-t-il ajouté.

Le 22 Septembre, un tribunal de la ville de Sousse a condamné un étudiant de 22 ans, connu sous le nom Marwen, à un an de prison sur des accusations de sodomie, après lui avoir fait subir un examen anal ordonnée par le tribunal. Il a été libéré sous caution. La Cour d'appel de Sousse devrait statuer sur son recours le 17 Décembre prochain.

Le 28 Septembre, après la condamnation de Marwen, le Conseil de l'Ordre des Médecins de Tunisie, a publié une déclaration condamnant le recours à des examens anaux dans le cadre de l'application de l'article 230. Le ministre de la justice d'alors, Mohamed Salah Ben Aissa, avait déclaré que l'article 230 est contraire à la constitution, ne devrait pas être appliquée, et devrait être abrogé. Cependant, Ben Aissa, n'a émis aucune directive officielle aux procureurs dans ce

sens.

Le 5 Octobre, le président Béji Caïd Essebsi déclarait sur la chaîne de télévision égyptienne CBC son opposition à toute tentative d'abroger l'article.

"Au lieu de défendre les lois répressives comme celle pénalisant l'homosexualité, le président de la République devrait diriger les efforts visant à réformer les lois qui sont en conflit avec les droits consacrés dans la Constitution de 2014," a déclaré Ramy Salhi, directeur maghréb du REMDH

Human Rights Watch a documenté des cas dans plusieurs pays, où la police ou les procureurs ont soumis des hommes à des examens de la région anale dans le cadre de leurs efforts pour «prouver» qu'ils se sont livrés à la pénétration anale. Ces examens invasifs violent les droits de l'individu à la dignité, à la vie privée et à l'intégrité physique.

Ils constituent un traitement cruel, inhumain et dégradant et peuvent s'apparenter à des actes de torture, en violation de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention contre la torture et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifiés par la Tunisie. En outre, ils n'ont aucune valeur probante et leurs conclusions ne devraient pas être considérés comme probantes devant un tribunal de droit.

En 2011, le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme a déclaré:

Un problème mis en évidence par les experts des Nations Unies est la pratique «médicalement inutile» de soumettre hommes soupçonnés de conduite homosexuelle à des examens anaux non consensuels pour «prouver» leur homosexualité. Ces examens ont été condamnés par le Comité contre la torture, le Rapporteur spécial sur la torture et le Groupe de travail sur la détention arbitraire, qui a jugé que la pratique contrevient à l'interdiction de la torture et de mauvais traitements.

Les examens anaux ordonnées par le tribunal pour la détermination de l'activité sexuelle sont également contraires à l'éthique médicale, selon l'Association médicale mondiale et aux Principes d'éthique médicale applicables au rôle du

personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Liste des organisations signataires:

ASF

Association pour la promotion du droit à la différence - Bizerte

Association tunisienne de défenses des libertés individuelles

Chouf

CRLDHT

Euromedrights

FIDH

HRW

Initiative Mawjoudin pour l'égalité

OCTT

OMCT

REMDH

Waii



الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات
Association Tunisienne des Femmes Démocrates

16-12-2015

بيان

من سنقاوم: الإرهاب، أم إرهاب القوانين الجائرة؟

تتابع الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات باهتمام تأزم الأوضاع الاجتماعية وهشاشة الوضع السياسي وانعدام الاستقرار رغم انتشار الترسانة الأمنية في كل أنحاء البلاد.

كما تتابع المحاولات المتواصلة في إضعاف المسار الديمقراطي الذي كان خيارا شعبيا دعمته القوى التقدمية في تونس وذلك من خلال طمس دور الشباب التونسي خلال ثورة 17 ديسمبر- 14 جانفي 2011. و التهاون في اتخاذ خيارات سياسية جريئة تقضي على البطالة والفقر والتهميش والإقصاء

والتهاون بدستور يتماشى في اغلب فصوله مع مبادئ حقوق الإنسان والحريات الفردية والعامّة ومن خلال وضع عرض الحائط جائزة نوبل للسلام ودور الرباعي الراعي للحوار في إنجاح المسار الديمقراطي ومسار نضالي قارب الستين عاما في مقاومة القهر والظلم

كما نتابع الإصرار على عدم الإصغاء إلى مطالب الأحزاب السياسية ومنظمات المجتمع المدني من أجل مراجعة القوانين الجائرة التي تمسّ من الأشخاص وحرمتهم الجسدية وتوجهاتهم وميولاتهم

فبعد إحالة ستة شبان بتهمة "المثلية الجنسية" والاعتداء على حرمتهم الجسدية و صدور حكم بسجنهم لمدة ثلاث سنوات وذلك طبقا للفصل 230 من القانون الجزائي التونسي المتعلق "باللواط والمساحقة" وقرار إبعادهم عن مدينتهم القيروان ما يعد سابقة في صدور الأحكام

وبعد استهداف الشباب عبر قوانين وأحكام جائزة في ما يتعلق بقانون 52 المتعلق باستهلاك (الزطلة) ومحاكمة ثلاث مبدعين شبان بعد مداهمة منزلهم بالقوة العامة بسنة سجنا وخطية قدرها ألف دينار

نتساءل من سنقاوم الإرهاب أم إرهاب القوانين الجائرة؟

إننا

- نجدد مطلبنا في إلغاء القانون 52 المؤرخ في سنة 1992 الذي لن يمنع الشباب وغيرهم في الاستمرار من تعاطي المخدرات مادام متواصلا بالإحساس بالقهر والظلم والفقر والتهميش وانتفاء الإحساس بالمواطنة والانتماء والهوية

- نطالب بمتابعة ومنع عصابات التهريب والترويج والمتعاونين المتاجرين بالمخدرات
- نعتبر أنّ العمل بالفصل 230 من القانون الجزائي الخاص بالمثلية يمثل انتهاكا لحقوق الإنسان

ومنافيا لما ورد في الدستور في فصله 21 الذي ينصّ على أن "المواطنات والمواطنين متساوون في الحقوق والواجبات وهم سوى أمام القانون من غير تمييز " كما يتناقض هذا الحكم مع واجب الدولة (الدستوري في "حماية الحياة الخاصة" (الفصل 24

• نعتبر هذا الفصل من القانون يجاري فكر إرهابي إقصائي متخلف لا يفقه معنى الاختلاف ولا يتماشى مع الخطابات السياسية البراقة في احترام الحقوق والحريات التي تستمر في استمالة الرأي العام.

• نرفض هذا الإرهاب الأخلاقي الذي لن يزيد إلا في استشراس الإرهابيين داخل الدولة التونسية ويشجعهم على فكر المحاكمات الفردية باسم الدين وباسم الأخلاق

• نعتبر أن الدولة تتخذ مسارا خطيرا ومنعرجا لن يخدم إلا أعداء الوطن بتعميق النقمة والقهر لدى الشباب ولدى كل المواطنين والمواطنات دون استثناء وتهدد بعودة الديكتاتورية

نؤكد أننا في حاجة إلى مراجعات سياسية جريئة وفي بناء المصالحة الوطنية مع بنات وأبناء الشعب واعتبارهم مسؤولات ومسؤولين كل من موقعه لا يبادق تستعمل لفرض سياسة التكريع والقوة والغطرسة والرعب

• نعتبر أنّ بناء المسافات بين الدولة وبين بنات وأبناء الشعب لن يفيد إلا القوى الظلامية ذات المرجعيات الأصولية والديكتاتورية والإرهابية

• نستنكر تهميش دور المنظمات والجمعيات الحقوقية واعتبار مواقفها رادعا لضرب الإرهاب في حين أنّ الحقوق الإنسانية العالمية تفرض احترام الأفراد والجماعات

• نطالب بتطوير قوانيننا حتى تتلاءم مع روح الدستور والمواثيق والعهود الدولية واحترام الانجاز التاريخي الذي حققناه سويا من اجل دولة تضاهي الدول المتقدمة

• كما نجدد دعوتنا لمؤتمر وطني من اجل التصدي إلى الإرهاب الذي نعتبره كسائر القوى التقدمية في البلاد من الأولويات، لا لإرهاب المواطنين والمواطنات

عن الهيئة المديرة

الرئيسة

سعيدة راشد



16-12-2015

شغل - حرية - عدالة إجتماعية
Travail - Liberté - Justice sociale



كفى مساً بالحرريات !

إن القطب يعبر عن عميق انشغاله لما آل إليه وضع الحريات الفردية والعامّة بتونس خاصة بعد صدور أحكام سالبة للحرية ضد العديد من الفنانين على خلفية القانون عدد 52 لسنة 1992 والذي يتزايد عدد ضحاياه كل يوم بمشكل مذهل من جميع الأوساط الإجتماعية وخاصة الشباب.

كما يعبر القطب عن استيائه وانشغاله من المحاكمات الجارية بمقتضى قوانين بالية تشكل انتهاكا صارخا لحقوق الإنسان ولحرمة الجسدية ومن التطبيق الممنهج لفحوصات العار و أحكام الفصل 230 من المجلة الجزائية وغيرها من الفصول التي حان وقت تعديلها تماشيا مع تطلعات الشعب التونسي من أجل الحرية والعدالة والمساواة.

وامام هذه الانتهاكات التي تمسّ من جوهر الحرية والمواطنة فإن القطب يدعو إلى :

- ضرورة الإسراع بإصدار عفو تشريعي على جميع المساجين الذين حوكموا بمقتضى القانون عدد 52 لسنة 1992 من أجل جرائم استهلاك "الزطلة".
- ضرورة مراجعة جل النصوص القانونية التي لم تعد تتماشى مع الحريات الفردية و العامة وفق نص وروح دستور الجمهورية الثانية ومنها خاصة بعض أحكام المجلة الجزائية مثل الفصل 230 وغيره وكذلك بعض الأحكام من مجلة الإجراءات الجزائية.
- ضرورة الإسراع بتركيز المحكمة الدستورية وتوفير مهمدات نجاحها ضمانا لمقومات العدالة الدستورية الكفيلة للتصدي لانتهاكات الدستور.
- إطلاق مبادرة وطنية من أجل حماية الحريات والحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية الغاية منها في مرحلة أولى جرد القوانين و التشرييع المناهية لدستور 27 جانفي 2014 و تنظيم المنابر المواطنة لتقديم اقتراحات لتعديلها في مرحلة ثانية وتحميل السلط المعنية مسؤولياتها في الغرض.

تونس في 16 ديسمبر 2015

القطب، 15 نهج الدكتور لافران تونس، عبر شارع ألان سماري
الماتف : 71 160 932 - 71 840 504 - فاكس : 71 963 866
contact@al-qotb.com - www.al-qotb.com